

# **PERSONNELS DE LA FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE, MAGASINAGE ET ARCHEOLOGUES EN COLERE ET EN LUTTE !**

**CFDT CULTURE, CFTC, CNT-CCS, SNAC-FO,  
SNASUB-FSU, SUD CULTURE SOLIDAIRES, UNSA**

**14 MARS 2007**

## **PERSONNELS DE LA FILIERE ACCUEIL, SURVEILLANCE, MAGASINAGE ET ARCHEOLOGUES EN COLERE ET EN LUTTE !**

6 mars : Moyennant une pluie de pétrodollars, Renaud Donnedieu de Vabres signe, à Abou Dhabi, un accord « franchisant » la marque Louvre.

Pendant ce temps là, il s'obstine à ignorer la colère qui, depuis des mois, s'est installée –au sein même de son ministère- chez deux des acteurs de la vie culturelle : les archéologues et les personnels de surveillance des musées.

Cette colère est alimentée par au moins deux points communs :

\*La revendication d'une amélioration des conditions de travail décentes qui passe par la fin de la précarité et une hausse des effectifs permettant d'accomplir au mieux les missions de service public,

\*L'exigence d'une augmentation du pouvoir d'achat qui doit se

traduire par une augmentation du point d'indice avec rattrapage de la perte du pouvoir d'achat et, sur un autre plan, par l'augmentation du régime indemnitaire statutaire.

Ces demandes ont été, pour la plupart, jugées légitimes par le ministère. Mais, concrètement, les avancées restent extrêmement limitées. En effet, seul a été réglé, provisoirement et dans des conditions loin d'être satisfaisantes, le problème de la précarité à l'Inrap grâce à un plan de cédésation concernant près de 350 précaires en CDD.

Il n'y a donc pas lieu de pavoiser.

Le problème de l'archéologie préventive reste entier : faute de moyens à hauteur des enjeux, cette discipline restera sacrifiée et c'est tout un pan du patrimoine qui est appelé à disparaître purement et simplement. A nous de faire en sorte que soit assuré un financement pérenne du service public de l'archéologie préventive qui ne se fasse pas au détriment des autres services et établissements du ministère, que les effectifs du service public de l'archéologie soient augmentés et stabilisés à hauteur des besoins.

La demande de revalorisation de la prime IAT des agents et adjoints de la filière ASM, revendication pourtant bien minime, se heurte à des manœuvres dilatoires du ministère, obligeant les agents concernés à multiplier grèves et actions pour se faire entendre. Au-delà de cette revendication, c'est la revalorisation générale des bas salaires et un traitement égalitaire des indemnités qui doivent être exigés sur l'ensemble du ministère.

Pour les organisations syndicales signataires, ces deux mobilisations expriment de manière particulièrement visible une situation qui tend à se généraliser à la Culture. Ne posent-elles pas aujourd'hui le problème de la construction d'un mouvement général au sein de la Culture ? Beaucoup d'entre nous pensent que oui. D'autant plus que de leur côté

les intermittents du spectacle ont relancé la lutte contre le nouveau protocole d'assurance chômage qui leur a été imposé et qui sera appliqué dès le 31 mars, ouvrant ainsi la voie à la baisse des allocations, au durcissement des conditions d'accès, à l'exclusion de 42000 d'entre eux

Pour mettre fin à la surdité qui semble caractériser un ministère en fin de mandat, pour un véritable service public de la culture accessible à tous, plus que jamais, la colère doit s'amplifier et les combats doivent converger sur la base des revendications définies par les agents !

**JANVIER ET FEVRIER FURENT CHAUDS.  
MARS DOIT ETRE BRULANT !**

Paris, le 09 mars 2007